

FR

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2014) 5010 du 11.7.2014 relative à une mesure spéciale en faveur de la République centrafricaine à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement

Document relatif à l'action

« Rétablissement de Services Sociaux de base en République centrafricaine (Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD)) : Education et Santé »

1. IDENTIFICATION

1. Le tableau à la première page est modifié comme suit :

Intitulé/Numéro	Rétablissement de Services Sociaux de base en République centrafricaine (LRRD): Education et Santé Numéro CRIS: CF/FED/037-429		
Coût total	Coût total estimé : 32 500 000 EUR Coût total de la contribution du FED : 31 000 000 EUR Cette action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de : - UNICEF pour un montant de 1 500 000 EUR		
Méthode d'aide / Mode de gestion et type de financement	Approche par projet - Gestion indirecte avec UNICEF et OMS (Organisation mondiale de la Santé)		
Code CAD	111, 112, 113 12110	Secteurs	Education Politique de la santé et gestion administrative

2. MOTIF ET CONTEXTE

– *inchangé* –

3. DESCRIPTION DETAILLEE

– *inchangé* –

4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement

– *inchangé* –

4.2. Période de mise en œuvre opérationnelle indicative

2. Le premier paragraphe de cette section est modifié comme suit:

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites aux sections 3.2 et 4.3 seront menées à bien, est de **83 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement ou, si aucune convention n'est conclue, à compter de l'adoption du présent document relatif à l'action, sous réserve d'éventuelles modifications qui devront être approuvées par l'ordonnateur responsable dans les accords concernés. Le Comité compétent doit être informé de la prolongation de la période de mise en œuvre opérationnelle dans un délai d'un mois après l'octroi de cette prolongation.

4.3. Composantes et modules de mise en œuvre

– *inchangé* –

4.4. Champ d'application de l'éligibilité géographique pour la passation de marchés et les subventions

– *inchangé* –

4.5. Budget indicatif

3. Le tableau du budget indicatif est modifié comme suit:

Objectif	Montant (EUR)	Contribution des tiers (UNICEF) (EUR)
Volet Education et Volet Santé (Résultat 1 - des interventions à haut impact au niveau communautaire pour l'amélioration de l'état sanitaire des populations des régions ciblées)		
<i>Gestion indirecte avec l'UNICEF</i>	28 000 000	1 500 000
Volet Santé - Appui institutionnel aux autorités sanitaires est fourni et contribue à la restauration des services de santé et à la relance du système de santé		
<i>Gestion indirecte avec l'OMS</i>	3 000 000	0
TOTAL	31 000 000	1 500 000

4.6. Suivi de l'exécution

– *inchangé* –

4.7. Evaluation et audit

– *inchangé* –

4.8. Communication et visibilité

– *inchangé* –